

<https://www.elcorreo.eu.org/DU-GENOCIDE-AU-SCIENTIFICIDE-Le-plan-systematique-visant-a-aneantir-l-avenir-de-l-Argentine>

DU GÉNOCIDE AU SCIENTIFICIDE :Le plan systématique visant à anéantir l'avenir de l'Argentine

- Argentine - Sciences et Technologies -
Date de mise en ligne : jeudi 3 septembre 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La dernière dictature ne s'est pas contentée d'assassiner et de faire disparaître des personnes ; elle a rompu la transmission de l'expérience collective en décimant toute une génération de dirigeants politiques et syndicaux.

Aujourd'hui, par d'autres moyens, le gouvernement de Javier Milei mène à bien un appauvrissement analogue : il démantèle le système scientifique, étouffe le [Conseil national de la recherche scientifique et technique \(CONISET\)](#), l'[Instituto Nacional de Tecnología Industrial \(INTI\)](#) et la [Comisión Nacional de Actividades Espaciales \(CONAE\)](#), et pousse nos professionnels à l'émigration forcée. Du génocide au scientificide : un plan systématique visant à faire perdre à l'Argentine non seulement son présent, mais aussi sa capacité à projeter sa souveraineté vers l'avenir.

« Nous sommes en train de perdre le capital le plus difficile à récupérer : le savoir accumulé dans l'esprit de nos professionnels. On peut refinancer un réacteur, mais une génération de scientifiques qui quitte le pays ou change de secteur signifie des décennies de recul impossibles à rattraper du jour au lendemain ».

C'est par cet avertissement sans appel que l'ingénieur nucléaire [Julieta Romero](#) a secoué le débat au sein de la Commission de l'économie de la Chambre des députés. Son intervention n'était pas une revendication sectorielle : c'était une radiographie du présent. Julieta Romero a mis en garde contre une fuite des talents sans précédent et la paralysie des projets stratégiques. Cependant, pour comprendre la véritable ampleur de cet appauvrissement, il faut replacer le démantèlement du secteur nucléaire et scientifique mené par le gouvernement de Javier Milei dans une perspective historique plus profonde et plus douloureuse pour le peuple argentin.

La terreur comme projet : la dictature et la rupture de la relève générationnelle

L'histoire de l'Argentine contemporaine est marquée par des ruptures brutales dans ses processus d'accumulation et de transmission du savoir. La dernière dictature civilo-militaire qui a ravagé le pays à partir de 1976 n'a pas seulement imposé un modèle économique fondé sur la désindustrialisation et l'endettement ; son objectif principal était la mise au pas de la société par la terreur. Pour y parvenir, elle a physiquement éliminé plus d'une génération de futurs dirigeants. Des militants politiques, des cadres syndicaux, des figures de proue du mouvement étudiant et des animateurs de quartier ont été assassinés, ont disparu ou ont été exilés.

Par ce crime contre l'humanité, la dictature a coupé à la racine les liens de transmission de l'expérience collective issue des luttes populaires, accumulée au fil des décennies et transmise de génération en génération. Le coût social et politique de cette rupture générationnelle reste une plaie ouverte dans la reconstruction du tissu démocratique.

Cette génération décimée – celle des [Tosco](#), des [Ongaro](#), des [Salamanca](#) et des [Piccinini](#) – n'a pas été remplacée. Il n'y a pas eu de relève possible pour ces dirigeants syndicaux qui avaient construit, depuis l'usine et le quartier, une tradition de lutte et d'organisation qui se transmettait de bouche à oreille et d'atelier en atelier. La dictature ne s'est pas contentée de les assassiner ou de les forcer à l'exil : elle a coupé net la chaîne de transmission de cette expérience.

Le nouveau visage de l'appauvrissement

Aujourd'hui, ce même mécanisme d'appauvrissement se reproduit à l'aide d'autres instruments. Désormais, on ne fusille plus et on ne fait plus disparaître personne ; on étouffe par des mesures budgétaires. Et la cible n'est plus seulement les dirigeants syndicaux, mais aussi les hommes et les femmes qui composent l'INTI, la CONAE ou le CONISET. La génération qui a grandi sans les figures de référence syndicales des années 70 voit comment on tente de faire en sorte que les générations futures grandissent sans les figures de référence scientifiques et technologiques du présent. Le mécanisme est le même, même si la méthode a changé : interrompre la transmission du savoir et de l'expérience afin que le pays ne puisse plus se projeter au-delà du court terme.

Aujourd'hui, sous l'administration de Javier Milei, la patrie est confrontée à une agression qui présente une analogie structurelle alarmante avec ce passé, même si ses mécanismes s'exercent par le biais de l'étranglement financier et du dogmatisme de marché.

Le *black-out* du savoir : un démantèlement planifié

Ce que le gouvernement actuel est en train de mener à bien, c'est la destruction systématique de nos capacités scientifiques, technologiques et économiques. L'attaque ne se limite pas à la CNEA ni aux projets d'avant-garde mondiale tels que le réacteur CAREM ou le RA-10. Il s'agit d'un black-out généralisé qui ébranle les piliers du système national de la connaissance, fondement incontournable du développement économique.

Les restrictions budgétaires démantèlent le CONICET et paralysent les bourses destinées aux jeunes chercheurs, qui incarnent l'avenir de la pensée critique. Elles démantèlent l'INTA et l'INTI, les branches technologiques qui soutiennent la production agricole et industrielle dans toutes les régions du pays. Elles portent atteinte à la souveraineté spatiale de la CONAE et vident les amphithéâtres des universités publiques en gelant leurs ressources. En poussant les professionnels d'un haut niveau à l'émigration forcée en raison de salaires de misère, on commet un crime dont les conséquences à long terme sont comparables à celles des crimes de la dictature.

La subordination géopolitique comme objectif

Nous assistons à la rupture brutale de la chaîne de transmission et d'accumulation que l'Argentine a construite grâce à sa souveraineté, à l'effort de l'État et à l'investissement public tout au long de son histoire. Former un physicien, un biologiste, un ingénieur ou un spécialiste hautement qualifié nécessite des décennies de continuité institutionnelle ; les détruire ne demande qu'une simple signature au Journal officiel ou un veto budgétaire. Lorsqu'un scientifique émigre ou qu'une équipe de recherche se dissout, ce n'est pas seulement un emploi qui est perdu ; c'est un maillon du savoir national qui s'éteint et qui pourra difficilement être récupéré.

Ce processus va bien au-delà d'une simple négligence de gestion ; il se révèle être un plan délibéré de subordination géopolitique, qui s'attaque à la capacité de la nation à réfléchir et à décider de son propre destin. En vidant l'écosystème scientifique et technique de sa substance, on condamne le pays à n'être qu'un simple exportateur de matières premières et un consommateur de technologies étrangères.

L'analogie historique devient alors inéluctable et brutale : si, hier, les secteurs concentrés du pouvoir ont recouru à la violence d'État pour exterminer la relève politique et sociale, aujourd'hui, l'anarcho-capitalisme utilise l'étranglement économique pour liquider la relève intellectuelle et le développement souverain.

Nous sommes, en définitive, face à un deuxième génocide irréparable : un génocide humain, scientifique et économique qui vise à priver l'Argentine non seulement de son présent, mais aussi de sa capacité à se projeter de manière autonome vers l'avenir.

Alberto Nadra* pour [La Tecl@ Eñe](#)

[La Tecl@ Eñe](#). Buenos Aires, le 27 août 2026.

***Alberto Nadra**, homme politique, écrivain et journaliste.

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 10 septembre 2026.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org